



PLAN LOCAL D'URBANISME

Modification Simplifiée n° 2 du PLU Auto-évaluation

Réalisé par la personne publique responsable en application des articles R.104-33 à R.104-37 du Code de l'Urbanisme pour un Plan Local d'Urbanisme



Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale

L'article R.104-34 du Code de l'Urbanisme issu du décret n°2021-1345 du 13 octobre 2021, a modifié le régime de l'évaluation environnementale de certains plans et programmes régis par le Code de l'Urbanisme. Il a introduit un nouveau dispositif de cas par cas selon lequel c'est à la personne publique responsable qu'il revient d'évaluer elle-même si son projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement. Si tel est le cas, elle réalise une évaluation environnementale. En revanche, si la personne publique responsable estime qu'il n'est pas nécessaire de réaliser une évaluation environnementale, elle saisit alors l'Autorité Environnementale pour avis sur sa décision de ne pas réaliser d'évaluation. Cette saisine doit être accompagnée d'un dossier comprenant les pièces énumérées par l'article R.104-34.

Article R.104-34 du Code de l'Urbanisme

En application du second alinéa de l'article R. 104-33, la personne publique responsable transmet à l'autorité environnementale un dossier comprenant :

1° Une description de la carte communale, de la création ou de l'extension de l'unité touristique nouvelle ou des évolutions apportées au schéma de cohérence territoriale, au plan local d'urbanisme ou à la carte communale ;

2° Un exposé décrivant notamment :

a) Les caractéristiques principales du document d'urbanisme ou, le cas échéant, pour l'unité touristique nouvelle, les éléments mentionnés aux 2°, 3° et 5° du I de l'article R. 122-14 ;

b) L'objet de la procédure d'élaboration ou d'évolution ;

c) Les caractéristiques principales, la valeur et la vulnérabilité du territoire concerné par la procédure ;

d) Les raisons pour lesquelles son projet ne serait pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et, par conséquent, ne requerrait pas la réalisation d'une évaluation environnementale.

L'exposé mentionné au 2° est proportionné aux enjeux environnementaux de la procédure menée.

La liste détaillée des informations devant figurer dans l'exposé est définie dans un formulaire dont le contenu est précisé par arrêté du ministre chargé de l'urbanisme.

L'arrêté du 26 avril 2022, publié au Journal officiel du 15 mai 2022 définit dans son annexe 2 le formulaire.

La rubrique 6 du formulaire, doit permettre à l'autorité compétente de s'auto évaluer.

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation, et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

L'article R.104-34 du Code de l'Urbanisme énonce que le dossier de saisine de l'autorité environnementale, à l'issue de l'auto-évaluation qui conclut à l'absence d'incidences sur l'environnement, comprend un exposé démontrant cette absence d'incidences sur l'environnement « au regard des critères de l'annexe II » de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement. Cette annexe énonce que les critères qui permettent de déterminer l'ampleur probable des incidences comprennent notamment les caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée.

1. Description des évolutions apportées au Plan Local d'Urbanisme

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Nazaire-les-Eymes a été approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 25 février 2020 et a fait l'objet d'une procédure de modification simplifiée approuvée le 17 septembre 2024 et qui a porté sur des modifications mineures du règlement écrit.

La commune de Saint-Nazaire-les-Eymes a prescrit par arrêté municipal en date du 16 octobre 2024, la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) afin de procéder à une modification du schéma de principe de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) n°3 « Calendrier ».

ERAS LABO est une entreprise grenobloise, spécialisée en chimie organique, recherche et développement, et analyse physicochimique dans le domaine de la santé et de l'énergie. Fondée en 1991, cette PME compte entre 10 et 20 salariés.

Installée sur la commune de Saint-Nazaire-les-Eymes (parcelle AC n°448) , l'entreprise connaît depuis plusieurs années une croissance de son activité qui nécessite aujourd'hui l'extension de ses locaux.





Extrait du PLU en vigueur

Afin de répondre dans un premier temps à la croissance de son activité, l'entreprise aménage l'étage du bâtiment actuel et prévoit d'augmenter sa capacité de stationnement sur la parcelle AC n°78. Cependant, ces aménagements pourraient ne pas être suffisants pour répondre à la croissance de l'entreprise, ce qui nécessiterait, dans un second temps, d'aménager les parcelles arrière (AC n°76 et 80) classées en zone AUic afin de créer un nouveau bâtiment.

La zone AUic fait aujourd'hui l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP n°3 « Calendrier »). Le schéma de principe prévoit l'aménagement d'une voirie centrale permettant de desservir plusieurs lots. Ces principes ne permettent pas de répondre aux projets que souhaite développer l'entreprise ERAS LABO sur ce secteur. C'est pourquoi une adaptation de l'OAP est nécessaire. Elle a notamment pour objectif d'afficher un nouveau principe de voirie qui se développera tout à fait au sud de la parcelle AC n°79 et qui desservira un espace de stationnement central et mutualisé. La partie Ouest de la zone AUic permettra d'accueillir les locaux d'ERAS LABO alors que la partie Est de la zone AUic permettra d'accueillir d'autres activités économiques en lots libres.

3

OAP n°3 + 3BIS / CHALENDRIER + PRE-FIGAROUD

OBJECTIFS

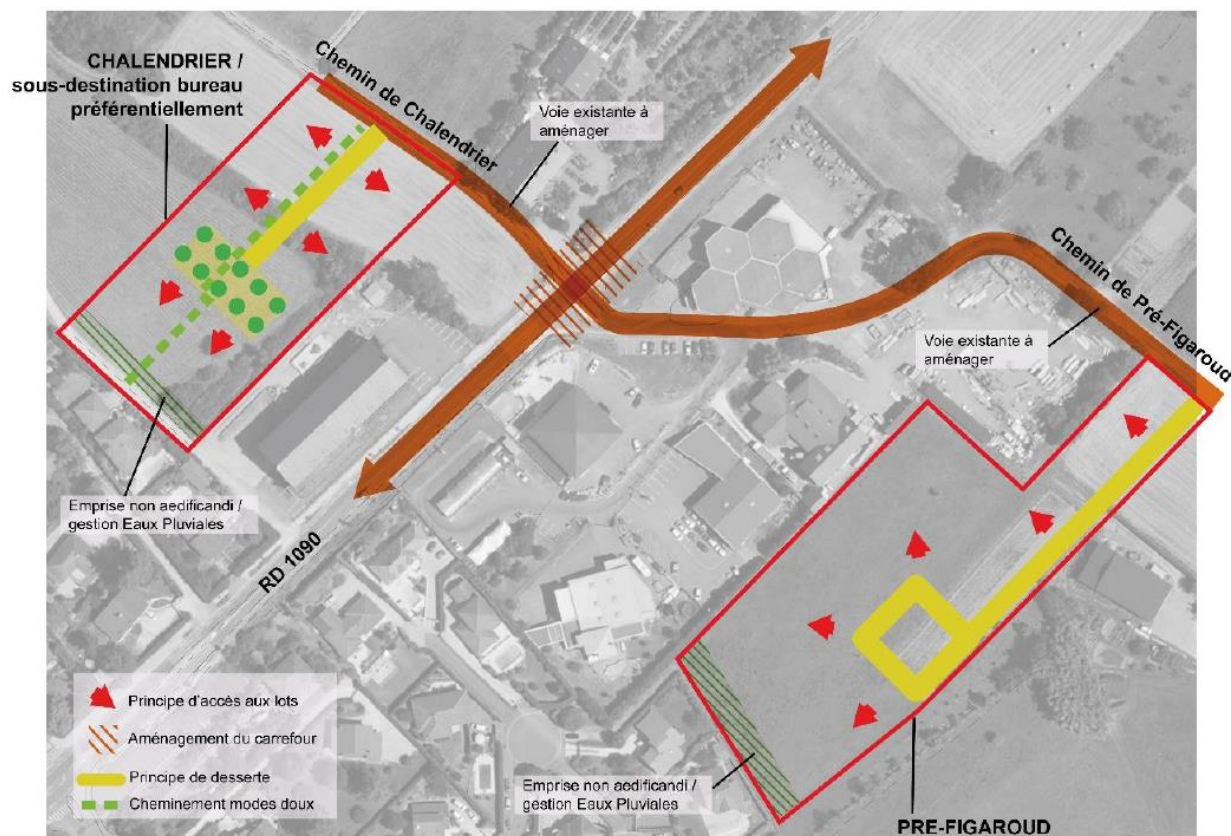
- Proposer une offre afin de conforter à la marge les espaces économiques dédiés existants;
- Organiser et sécuriser les accès depuis et vers la RD1090;
- Préfigurer des principes de desserte pour optimiser l'utilisation de l'espace disponible.

PROGRAMMATION

- confortement du secteur destiné aux activités économiques situé à l'entrée nord-est de la commune;
- amélioration des conditions de sécurité au niveau du croisement RD1090 / chemins de Pré-Figaroud-Chalendrier;
- Proposer une offre foncière complémentaire mesurée, afin de contribuer à la pérennisation des entreprises saint-nazairaises et permettre l'accueil de nouvelles entreprises.

ORIENTATIONS

- Un seul accès par secteur concerné ;
- Un aménagement et une sécurisation nécessaires du carrefour entre Chemin de Chalendrier / Chemin de Pré-Figaroud / RD1090 (principe à définir);
- Mise en place de continuités piétonnes.



ORIENTATION D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION APRES MODIFICATION

3 OAP n°3 + 3BIS / CHALENDRIER + PRE-FIGAROUD

OBJECTIFS

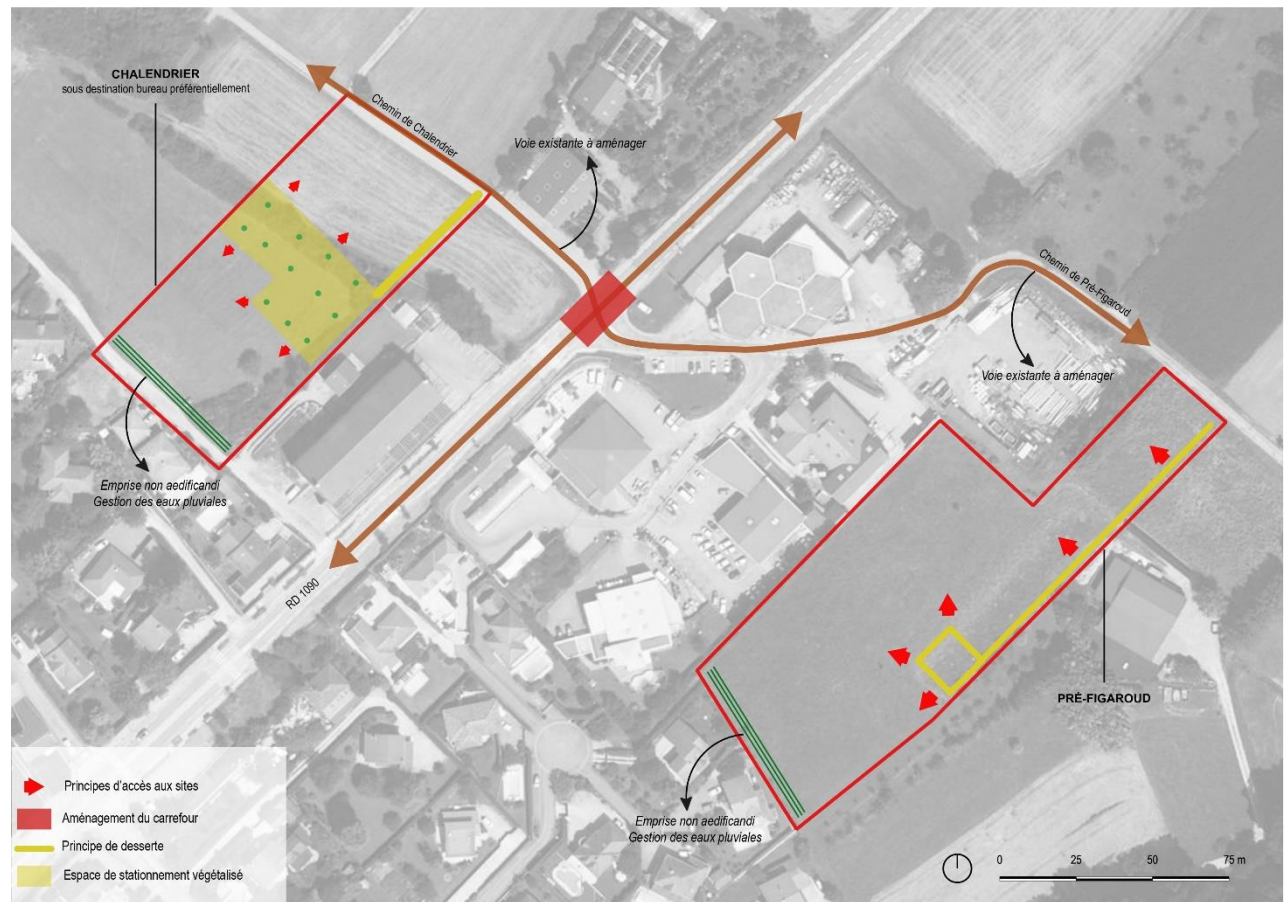
- Proposer une offre afin de conforter à la marge les espaces économiques dédiés existants;
- Organiser et sécuriser les accès depuis et vers la RD1090;
- Préfigurer des principes de desserte pour optimiser l'utilisation de l'espace disponible.

PROGRAMMATION

- confortement du secteur destiné aux activités économiques situé à l'entrée nord-est de la commune;
- amélioration des conditions de sécurité au niveau du croisement RD1090 / chemins de Pré-Figaroud-Chalandrier;
- Proposer une offre foncière complémentaire mesurée, afin de contribuer à la pérennisation des entreprises saint-nazairoises et permettre l'accueil de nouvelles entreprises.

ORIENTATIONS

- Un seul accès par secteur concerné ;
- Un aménagement et une sécurisation nécessaires du carrefour entre Chemin de Chalandrier / Chemin de Pré-Figaroud / RD1090 (principe à définir);



2. Auto-évaluation

Au vu des éléments fournis ci-dessus, l'évolution envisagée de l'OAP « Calendrier » n'a aucune incidence sur les thématiques considérées suivantes :

- ↳ **Les milieux naturels et la biodiversité**
- ↳ **La consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers**
- ↳ **Les zones humides**
- ↳ **L'eau potable**
- ↳ **La gestion des eaux pluviales**
- ↳ **L'assainissement**
- ↳ **Le paysage et le patrimoine bâti**
- ↳ **Les sols pollués et les déchets**
- ↳ **Les risques et nuisances**
- ↳ **L'air, l'énergie, le climat**